

Communiqué APLI NATIONALE

- Des Sénateurs qui livrent aux puissantes mâchoires du néo libéralisme les éleveurs et tacitement les consommateurs, en validant, certes « sans grandes convictions », mais en validant tout de même, la Loi de Modernisation de l'Agriculture sous sa forme la plus destructrice, ignorant de ce fait, et les souhaits des citoyens qu'ils représentent, et les propositions possibles et équitables de réorientation de la filière, réfutant à l'occasion quelques évidences de la démocratie : pluralité et représentativité.

- L'Europe qui aujourd'hui spécule sur notre dos en déstockant du beurre, vendu sur le marché 3400 à 3800 € / tonne, acquis l'an passé au prix d'intervention de 2200 € / tonne.

- Une interprofession, « généreuse et bienfaitrice », qui se glorifie d'une possible augmentation de 10 % du prix de base, alors que les cours et les tendances actuels des produits industriels, source affichée de nos soucis, flambent comme jamais et que les résultats diffusés concernant les résultats économiques des transformateurs pour l'année 2009, amènent la preuve de la manipulation que nous subissons.

- Des décideurs, incapables de se positionner fermement sur le cas du GIE SUD LAIT, abandonnant ces éleveurs, premières victimes des méfaits de la contractualisation, à leurs incertitudes, affichant ainsi leur volonté inavoué de sabrer dans les effectifs des éleveurs.

Si la carte solidarité était avancée, comme le propose l'APLI dans son avant-projet, une diminution annuelle de moins de 0,2 % du quota national pour l'ensemble des éleveurs, imposerait la collecte de leur production, éclairerait leurs perspectives et mettrait un terme au pouvoir dominant des transformateurs.

- Des décideurs qui, en sanctionnant les producteurs qui sont en sous réalisation, punissent des chefs d'entreprise qui gèrent la survie de leur outil de travail, punissent des éleveurs qui participent au maintien d'un prix minimal pour tous, punissent des éleveurs qui ont osé se défendre.

Des actes et décisions de terrain qui ne laissent aucuns doutes sur leurs intentions : Production à outrance, prix minimal, spéculation, épuration, asservissement.

- Des décideurs prenant par dessus la jambe les recommandations de la cour des comptes Européenne, celle-ci recommandant de valoriser le marché européen et de coller l'offre à la demande (apli, emb !!).

VOUS N'AVEZ PAS COMPRIS

VOUS ALLEZ COMPRENDRE

Depuis plusieurs semaines, l'APLI s'est laissé le temps de la structuration, de la rédaction et de la présentation de ses projets, de la négociation.

Cette étape, toujours trop longue, était nécessaire.

Elle a accentué notre crédibilité, elle a renforcé nos convictions.

L'argumentaire à charge que nous subissons s'estompe avec le temps.

Nous contestons, mais nous proposons, apportant la preuve que l'autre solution existe.

Ceux qui ont cru à l'affaiblissement de notre mouvement se sont trompés !

Nous ne baisserons plus la tête, nous ne fermerons plus les yeux !

L'APLI Nationale invite tous les producteurs à se mobiliser pour les actions prévues, dès la fin du mois de Juin.

Le calendrier et la nature des actions seront précisés sous peu aux délégués départementaux, en interne.

APLI NATIONALE